

HORS DOSSIER

Inouï !

*Abdellatif CHAOUITE **

Aujourd’hui, tous les commentateurs le reconnaissent au point que c'est désormais un leitmotiv des discours : depuis « trente ans », une catégorie de la population française a grandi dans ce qu'on pourrait appeler une non-assistance à génération en danger !

Il aura fallu que le plus extraordinaire acte de prophétie auto-réalisée dans le champ du discours politique –discours autorisé car discours de l'autorité– transforme la po-

pulation jeune des quartiers populaires en « racaille » -en « population méprisable » ou « rebut de la population » selon les dictionnaires. Il aura fallu que cette « performance » discursive entraîne le passage à l'acte le plus spectaculaire de cette population (prendre le discours autorisé au mot et « montrer » ce que racaille veut dire) pour qu'une partie de la société commence à entendre. Qu'elle commence à entendre ce que bien des observateurs ont annoncé et dénoncé depuis long-

temps : qu'un objet social mal identifié, mal reconnu, oscillant depuis son émergence entre l'effacement social (dont le dernier avatar est l'jonction à l'anonymat pour espérer un accès au monde du travail) et la marque infamante et méprisante, est une violence faite à l'être, un vol de l'être par et dans l'accumulation des « fractures » (sociale, familiale, territoriale, raciale, coloniale) qui ne pouvait qu'ouvrir sur des impasses subjectives, sur une catastrophe identificatoire psychique, sociale et politique.

Une catastrophe qui était bel et bien annoncée mais les stratégies oscillaient, au gré du vent politique, entre le paternalisme banalisant et le rapport de force méprisant. Deux stratégies aboutissant au même résultat : la *mise sous tutelle* de ces populations. Leur mise sous la tutelle des acteurs sociaux, des « grands frères », des imams, de la police de proximité ou de contrôle, des médiateurs, etc. Drôle de rapport construit par la République vis-à-vis d'une partie de ses citoyens : relégués, ségrégés et encadrés. Interdits d'aventures singulières : « on » décide pour eux, « on » connaît leur bien, « on » parle à leur place, etc. Des handicapés en somme. Mais de quel mal souffrent-ils ? Les « experts » l'ont de-

Hors dossier

puis longtemps repéré, diagnostiqué, nommé : le mal ou le défaut d'« intégration » ! Il semblerait même que ce soit un mal incurable ou, du moins, un mal qui n'a pas de solution dans le présent : leur intégration n'est jamais là, elle est toujours à venir. Certains prétendent même que ce serait une sorte de maladie générationnellement transmissible : « 2^{ème} », « 3^{ème} » génération, peu importe, le mal est hérité, il leur colle à la couleur de la peau et au patronyme !

Il y a longtemps pourtant, un « ancien » avait révélé aux yeux de la République le secret de la relation honteuse de celle-ci à cette partie de ses enfants : le viol, longtemps non reconnu, de l'instance génératrice première. Il avait nommé ce que les « mensonges sociaux » (une immigration économique et rien qu'économique) recouvriraient : la naissance, réclamant reconnaissance, d'« enfants illégitimes »¹. Echo inoui dont résonnaient les paroles du Président de la République s'adressant à ces jeunes : « Vous êtes les filles et les fils de la République » !

Serait-ce enfin entendu ? Saura-t-on enfin écouter cet au-delà du principe de la réalité sociale qui pèse de son poids inoui sur le pacte répu-

blicain ? Saura-t-on affronter, une fois pour toutes, ce spectre qui n'arrête de hanter les consciences et les inconscients des uns et des autres ? Saura-t-on libérer enfin et surtout les générations d'aujourd'hui et de demain de ce fantôme qui capte leurs énergies vitales ? Saura-t-on lever les tutelles ?... Il est malheureusement permis d'en douter : la réhabilitation du « rôle positif » (l'œuvre civilisationnelle d'antan) de la colonisation, le rapt du débat socio-politique auquel les jeunes ont convoqué la société au profit d'une fantomatique explicative « primitiviste » (la polygamie) et du mécanisme du bouc émissaire politiquement orchestré (la faute à l'étranger, aux parents, aux « mariages blancs », etc.), semblent plus re-plonger une partie de la classe politique dans une fuite en arrière plutôt que de lui faire assumer ses responsabilités au présent et face à l'avenir.

Assumer, cela veut dire reconnaître, légitimer et, fondamentalement, stopper les mécanismes répétitifs aveugles tapis dans les relégations, discriminations et autres contrôles abusifs. Tache politique urgente : décoloniser les esprits et les pratiques. Le pacte républicain n'est pas une abstraction mais une construction, un engagement

citoyen qui nécessite qu'aux uns et aux autres soit assuré cette immunité première et inconditionnelle qui fonde l'identification et la participation à une communauté de vie : le « pacte narcissique ». Il n'y a en effet de loi partageable que si elle est vécue par tout un chacun comme juste, construite sur la base d'une estime de soi et d'une égale dignité.

Identifier une partie de la population comme rebut de la société revient à la dés-identifier, à l'exclure du pacte républicain et à attaquer son pacte narcissique. Deux brèches peuvent alors s'élargir : la déréliction sociale avec son cortège de turbulences et le retour de la figure archaïque de la politique de la haine. ■

* *Rédacteur en chef de la revue Ecarts d'identité*

(1) Abdelmalek Sayad. *Les Enfants illégitimes*. Actes de la Recherche en Sciences Sociales, 25, Janvier 1979.